

# La conférence

## Limitation européenne des aides aux entreprises : conséquences pratiques pour les PME H C

### PRÉSENTATION

L'impact de la législation communautaire en matière d'aides d'Etat est nettement perceptible dans la législation fiscale française. Ainsi, l'Etat français doit, comme tous les autres Etats membres, notifier et faire approuver par la Commission les projets d'aides ou régimes d'aides lorsque ces derniers ne relèvent pas :

- d'un régime d'aides déjà autorisé par la Commission européenne ;
- des aides « de minimis » (qui, en raison de leur faible montant, ne sont pas de nature à fausser la concurrence entre entreprises).
- des aides à finalité régionale ;
- de l'un des règlements d'exemption (et notamment les aides en faveur des PME)

De nombreux dispositifs fiscaux français sont ainsi soumis à la limitation « de minimis », ou sont encore réservées aux seules PME.

### INTÉRÊTS & OBJECTIFS

- Clarifier le régime des aides d'Etat (fiscales) communautaires et leur limitation
- Présenter les mesures fiscales françaises destinées aux PME qui résultent du régime des aides d'Etat (plafond de minimis, aides fiscales limitées aux PME...) et des risques qui en découlent (notamment les risques de restitution)
- Fournir des outils d'analyse des principaux risques liés aux limitations communautaires
- Dresser la liste des principaux dispositifs fiscaux soumis aux limitations communautaires qui sont les plus utilisés par les PME

### POINTS ABORDÉS

- Présentation générale du régime communautaire des aides d'Etat sous forme fiscale
- Présentation du mécanisme du plafond de minimis et de ses modalités d'application et de contrôle
- Définition de la PME au sens communautaire et les difficultés d'interprétation
- Présentation des mesures fiscales qualifiées d'aides d'Etat les plus utilisées par les PME (notamment les réductions d'IR et d'ISF pour souscription au capital d'une PME)

### INTERVENANTS



**Laurence Capelli**  
avocate



**Hervé Kruger**  
expert-comptable,  
docteur en droit,  
auteur de l'ouvrage  
« La gestion fiscale des  
holdings » éd. Groupe  
Revue Fiduciaire